

MANDAT
CARSAT
Caisse
d'Assurance
Retraite et de la
Santé au Travail

(01/09/17)



TEXTES ET DOCUMENTS DE REFERENCE

- Articles L.215-1 à L. 215-7 ; L422-2 à L422-6 ; R.215-1-1 et R.215-1-2 ; R.231-1 et R.231-2 ; R.421-11 ; R.261-1 à R.262-8 ; R.421-11 et D.215-1 du code de la sté sociale.
- Loi n°94-637 du 25 juillet 1994 relative à la Sécurité Sociale,
- Ordonnance n° 96-344 du 24 avril 1996 relative à l'organis. de la sécurité sociale,
- Arrêté du 28 novembre 1996 fixant les modèles de statuts de CRAM,
- [Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires \(HPST\)](#) (art. 128),
- [Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires \(HTPS\)](#) (art. 24),
- [Décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 portant appl. de la loi n°2009-879 \(HPTS\)](#),
- [Décret n° 2010-1623 du 23 décembre 2010 relatif à la composition des CRAT/MP](#),
- [Décret n°2014-1163 du 9 octobre 2014 \(cf. durée des mandats des membres des conseils et CA d'organismes de sécurité sociale](#),
- [Circulaire DSS/SD2C/2011/17 du 18 janvier 2011](#),
- [COG – Branche AT-MP - 2014-2017](#) et [COG - CNAV - 2014-2017](#).

MISSIONS GENERALES DE L'ORGANISME

Les Caisses d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT) se sont substituées au CRAM en 2010, sauf en « Ile de France ». Elles ont notamment pour mission :

- ✓ d'intervenir dans le domaine des risques professionnels en développant et en coordonnant la prévention des accidents du travail et les maladies professionnelles,
- ✓ de concourir à l'application des règles de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et à la fixation des tarifs
- ✓ d'enregistrer et contrôler les données nécessaires à la détermination des droits à la retraite des assurés du régime général,
- ✓ de liquider et servir les pensions résultant de ces droits
- ✓ d'informer et de conseiller les assurés et leurs employeurs sur la législation de l'assurance vieillesse,
- ✓ de mettre en œuvre les programmes d'action sanitaire et sociale définis par la CNAMTS et la CNAVTS,
- ✓ d'assurer un service social à destination des assurés sociaux de leur circonscription,
- ✓ d'assurer éventuellement les tâches d'intérêt commun aux caisses de leur circonscription.

COMPOSITION DES INSTANCES

- CONSEIL D'ADMINISTRATION (art. L.215-2)

Il est composé de 21 membres ayant voix délibérative :

- ✓ 8 représentants des assurés sociaux (désignés par les organisations syndicales nationales de salariés représentatives au niveau national interprofessionnel) : 2 CGT, 2 CGT-FO, 2 CFDT, 1 CFTC et 1 CFE-CGC,
- ✓ 8 représentants des employeurs désignés par les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national interprofessionnel : 4 MEDEF, 2 CPME et 2 UPA,

MANDAT
CARSAT
Caisse
d'Assurance
Retraite et de la
Santé au Travail

(01/09/17)



✓ 1 représentant désigné par la Fédération Nationale de la Mutualité Française,

✓ 4 personnalités qualifiées désignées par le préfet, dont au moins un représentant des retraités

Siègent également avec voix consultative : 1 représentant des associations familiales (UDAF) et 3 représentants du personnel des Caisses.

Les organisations ayant désigné un ou plusieurs représentants désignent un nombre égal de suppléants dans les mêmes conditions.

Lorsque le Conseil d'Administration traite des accidents du travail et maladies professionnelles, seuls prennent part aux votes les 8 représentants des syndicats de salariés et les 8 représentants des employeurs.

- COMITES TECHNIQUES REGIONAUX (CTR) (art. L.215-4, R.421-11)

Constitués par branches d'activités (exemple: Industrie, Services (restauration, aide à domicile, ...) et BTP), ils sont chargés d'assister les CA des CARSAT en matière d'accident du travail et de maladie professionnelle.

ils comportent chacun au moins 8 membres, rarement administrateurs mais issus des secteurs professionnels intéressés et désignés paritairement par le CA sur propositions des organisations professionnelles de salariés et d'employeurs reconnues représentatives par le Préfet de Région.

Membres suppléants désignés en nombre égal dans les mêmes conditions.

- COMMISSION REGIONALE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES (CRAT/MP) (art. L.215-1-1)

Composée paritairement de représentants choisis parmi les membres titulaires ou suppléants du conseil d'administration et des comités techniques, à raison de :

✓ 5 représentants des assurés sociaux au titre des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national interprofessionnel) : 1 CGT, 1 CGT-FO, 1 CFTD, 1 CFTC et 1 CFE-CGC,

✓ 5 représentants des employeurs au titre des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national interprofessionnel : 3 MEDEF, 1 CPME et 1 UPA,

elle est chargée de donner son avis au CA en matière de risques professionnels, de prévention des AT/MP et de tarification. Le CA peut lui donner délégation dans des conditions déterminées.

Membres suppléants désignés en nombre égal dans les mêmes conditions.

- AUTRES COMMISSIONS

La commission « d'action sanitaire et sociale », la commission « de recours amiable » (CRA), la commission « des marchés », la commission « des pénalités » et la commission « de réclamation / compte pénibilité ».

**MANDAT
CARSAT
Caisse
d'Assurance
Retraite et de la
Santé au Travail**

(01/09/17)



MODE DE DESIGNATION DES REPRESENTANTS CPME

Désignés par la CPME Nationale sur proposition de ses structures territoriales, après contrôle du respect des conditions de désignation et de l'absence d'incompatibilités, ils sont ensuite nommés par arrêté du préfet de la région du siège de l'instance, sous réserve de la vérification des mêmes critères.

DUREE DU MANDAT ET FREQUENCE DES REUNIONS

La durée du mandat est de 4 ans (cf. articulation de la périodicité du renouvellement des membres avec celle de la détermination de la représentativité des organisations syndicales et patronales au niveau national interprofessionnel / [décret n° 2014-1163](#)).

Communication à la fin de l'année « n-1 » du planning des réunions des diverses instances qui se réunissent selon les périodicités ci-dessous :

- Conseil d'administration : au moins 4 fois par an, environ ½ journée,
- CRAT/MP : environ 3 réunions / an, durée de la réunion ½ journée,
- CTR : ils se réunissent chacun 1 fois / semestre (soit 2 fois / an), environ ½ journée,

Autres commissions :

- Commission « d'action sanitaire et sociale » : 3 réunions / semestre (soit 5 à 6 réunions / an), environ ½ journée,
- Commission « de recours amiable » (CRA) : 1 réunion / mois, durée environ 2h,
- Commission « des marchés » : 2 à 3 réunions par semestre mais fréquence variable selon les années (en moyenne, 4 réunions / an), durée environ 2h,
- Commission « des pénalités » : en fonction des contentieux, parfois aucune réunion dans l'année et,
- Commission « de réclamation / compte pénibilité » : également en fonction des contentieux, 1 réunion au 1^{er} semestre 2017 en général (commission mise en place en 2017 en raison des textes législatifs mais avenir incertain pour les mêmes raisons).

CONDITIONS ET INCOMPATIBILITES

Conditions et incompatibilités reprises dans l'attestation sur l'honneur signée par le candidat, à savoir notamment :

- ✓ être âgé de moins de 66 ans à la date de la nomination par arrêté,
- ✓ ne pas avoir fait l'objet de condamnations reprises à l'art. L231-6 du Code de la Sécurité Sociale et ne pas être privé de ses droits civiques,
- ✓ être à jour de ses cotisations,
- ✓ ne pas être assesseur (titulaire ou suppléant) du TASS (Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale) ou du TCI (Tribunal du Contentieux de l'Incapacité),
- ✓ ...

A noter en outre qu'est destitué de son mandat, tout administrateur :

- ✓ qui se trouve en situation d'incompatibilité en cours de mandat et / ou,
- ✓ dont le remplacement est demandé ou qui cesse d'appartenir à l'organisation qui a procédé à sa désignation.

**MANDAT
CARSAT
Caisse
d'Assurance
Retraite et de la
Santé au Travail**

(01/09/17)

ROLE DES MANDATAIRES ET COMPETENCES REQUISES

Les entreprises financent la branche AT/MP par leurs cotisations, les mandataires devront donc être particulièrement vigilants sur les questions de tarification et de prévention des AT/MP.

En lien avec les mandataires siégeant au sein la CRAT/MP et les membres désignés dans les CTR, ils devront notamment :

- ✓ être attentifs au classement des entreprises en fonction de leurs codes risques, classement qui détermine les taux applicables de manière collective,
- ✓ s'assurer que les propositions de majorations de cotisations AT/MP des entreprises soient justifiées,
- ✓ favoriser les dossiers de « ristournes » sur les cotisations « accidents du travail » (afin de tenir compte des mesures de prévention prises par l'employeur) ainsi que sur la majoration « accident de trajet »,
- ✓ favoriser la mise en œuvre des conventions nationales d'objectifs (CNO) et des aides financières simplifiées (AFS) ,
- ✓ s'impliquer dans l'élaboration de guides simplifiés et d'outils techniques en relation avec la réglementation applicable,
- ✓ n'adopter ni dispositions générales, ni recommandations ayant un caractère contraignant, ni pénalités susceptibles d'être prononcées à l'encontre des entreprises,
- ✓ informer la CPME des orientations de la CARSAT afin de permettre une éventuelle coordination territoriale et / ou professionnelle si nécessaire et enfin,
- ✓ désigner un chef de file chargé d'organiser des réunions préparatoires afin que la délégation patronale s'exprime d'une seule voix et que l'action des CTR et de la CRAT/MP soient coordonnées .

Les mandataires au sein de la CARSAT, dont l'action s'inscrit dans les orientations définies au sein des réunions préparatoires de la délégation patronale, doivent avoir une bonne connaissance des questions d'assurance retraite, de santé au travail et de tarification des AT/MP ainsi qu'une expérience en matière de relations sociales.

Ils doivent également avoir une capacité d'appréhension de dossiers très techniques, à dimension souvent financière et réglementaire.

BIBLIOGRAPHIE

Légifrance www.legifrance.gouv.fr

Code de la sécurité sociale Dalloz, Edition 2017.

« Guide de la gouvernance des organismes de sécurité sociale » (Editions DOCIS - 2016).